



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 15 octobre 2013

Séance du lundi 14 octobre

Agenda

Lundi 21 octobre

-15h : **Patrick THOMAS**, gérant d'Hermès : « *Hermès, entreprise humaniste* ».

Mardi 22 octobre

-15h : Séance de rentrée des Cinq Académies sur le thème : « *Le passé est-il passé ?* ». Discours de **Georges-Henri SOUTOU**, délégué de l'Académie.

Lundi 4 novembre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-15h : **Pierre GATTAZ**, président du directoire de Radiall : « *Comment Radiall est devenu leader mondial* ».

-Comité secret.

Lundi 18 novembre

-15h : Séance solennelle annuelle de l'Académie sous la Coupole. Discours du président et du secrétaire perpétuel, lecture du palmarès par le vice-président.

Lundi 25 novembre

-15h : **Catherine PARADEISE**, présidente d'honneur de l'IFRIS : « *La France face aux dilemmes actuels de l'enseignement supérieur dans le monde* ».

Lundi 2 décembre

-9h30 : Entretiens académiques : « *Inégalités et sentiment de justice* » présentés par **Bertrand COLLOMB**.

-15h : **Jean-Claude CASANOVA**, membre de l'Académie : « *L'unification de l'Europe et la politique française* ».

Lundi 9 décembre

-15h : **Bruno LAFONT**, PDG de Lafarge : « *Un groupe français leader dans un monde qui change* ».

Mardi 10 décembre

-9h30 : Entretiens académiques : « *Quelle finance pour une croissance responsable ?* » présentés par **Bertrand COLLOMB**.

Lundi 16 décembre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-12h30 : déjeuner des Académiciens.

-15h : **Amin MAALOUF**, de l'Académie française : « *La langue française et son rôle dans le monde* ».

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 7 octobre, le président **Bertrand Collomb** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages.

Jean-Robert Pitte a présenté deux ouvrages :

-*Solidarité Europe-Afrique*, livre de son confrère **Jean Cluzel** (Paris, éd. Economica, 2013, 169 pages) ;

-*L'innocence du carbone, l'effet de serre en question* de François Gervais (Paris, éd. Albin Michel, 2013, 314 pages).

Alain Besançon a présenté l'ouvrage de Françoise Thom, *Beria, le Janus du Kremlin* (Paris, éd. du Cerf, 2013, 924 pages).

Le président a passé la parole à **Dominique Méda**, inspectrice générale des Affaires sociales, qui a fait une communication sur le thème « L'attitude des Français face au travail » et a introduit son sujet en remarquant que « l'on avait beaucoup entendu, au cours des dernières années, que les Français n'aimeraient plus le travail, qu'ils lui préféreraient le loisir et que c'est ce qui expliquerait la différence entre le niveau de vie des Français et celui des Américains. La valeur travail aurait été dégradée. Les signes de cette dégradation seraient la préretraite il y a vingt ans, les 35 heures il y a douze ans et l'assistance aujourd'hui. [...] Et les jeunes seraient les plus détachés du travail, indifférents. »

A l'aide de différentes données et notamment d'enquêtes et sondages d'opinion, l'oratrice a expliqué que cette vision des choses ne correspondait nullement à la réalité. Se plaçant tout d'abord dans une perspective historique, elle a montré que l'on était passé dans notre société « d'un travail méprisé, d'un travail trepallium à un travail épanouissement qui est aujourd'hui désiré par tous ». « Les Français se placent tout en haut des enquêtes internationales », a-t-elle précisé, « lorsqu'il s'agit de louer les dimensions expressives du travail, sa valeur intrinsèque », et non sa seule valeur instrumentale, c'est-à-dire sa capacité à assurer des moyens de subsistance. « On attend désormais du travail, non plus seulement un revenu, mais bien plus. On attend un épanouissement, on attend de faire une œuvre. On attend de pouvoir dire aux autres qui l'on est réellement », et ce dans toute l'Europe, particulièrement en France et plus particulièrement encore chez les jeunes et chez les femmes.

Dominique Méda s'est ensuite interrogée sur « la possibilité de faire droit à ces immenses attentes dont le travail est l'objet, en laissant plus de place à l'autonomie et à l'engagement ». Cette interrogation, a-t-elle indiqué, est motivée par le fait que des enquêtes montrent que les salariés français disposent de moins d'autonomie que les salariés du nord de l'Europe, « comme si nos hiérarchies étaient plus pesantes et nos prescriptions plus formalisées ». Aussi l'oratrice a-t-elle insisté sur « la nécessité d'accorder une plus grande autonomie aux salariés et aussi de rendre visible la contribution du salarié pour pouvoir la distinguer et la reconnaître pleinement. »

À l'issue de sa communication, **Dominique Méda** a répondu aux questions que lui ont posées **Bertrand Collomb**, **Yvon Gattaz**, **Jean-Claude Casanova**, **Georges-Henri Soutou**, **André Vacheron**, **Michel Pébereau**, **Christian Poncelet**, **Mireille Delmas-Marty** et **Bernard Bourgeois**.

Dans la presse

- **Thierry de Montbrial** : « Toute entreprise doit se sentir porteuse de l'intérêt général », dans *La Lettre des Achats*, n°220 – octobre 2013. Extrait : « La France est l'un des très rares pays qui osent dire que certains biens commercialisables ne sont pas uniquement des biens privés, mais peuvent avoir aussi une dimension publique. C'est typiquement le cas de tout ce qui est lié à la culture ainsi qu'à l'agriculture. Mais nous avons beau avoir raison, nous sommes handicapés par notre réputation d'incorrigibles protectionnistes pour avoir toujours eu tendance à protéger indirectement nos situations de rente ou d'inefficacité. À partir du moment où la France a sécurisé, contre l'avis de ses partenaires européens, la question de l'exception culturelle, elle aura donc extrêmement de mal à ne pas accepter de compromis sur l'agriculture. La meilleure façon de protéger ce qui doit l'être consisterait à se montrer un peu dynamique sur le reste... Ce qui nous ramène à la nécessité de réformer le pays pour adapter notre économie à la mondialisation et accroître la compétitivité des entreprises. »

- « En 2006, **Michel Pébereau** savait », dans *La Tribune*. « Selon le mensuel *Au Fait*, qui publie une enquête sur l'influence de l'ex patron de BNP Paribas, il était totalement conscient qu'une crise terrible couvait aux États-Unis. En décembre 2006, "le monde entier ou presque vit dans l'ignorance de la menace qui se précise outre-Atlantique. Lui, non", indique la journaliste Florence Autret. "Sans rien en dire" et en fin stratège qu'il est, le personnage le plus influent de la finance française durant deux décennies pense déjà au coup d'après. Fin 2006, il évoque devant un parterre de journalistes réunis à Bruxelles, principalement anglo-saxons, la nécessité de créer un système européen de supervision qui limiterait les dégâts pour le monde bancaire en cas de crash. Son mécanisme prévoyait que la surveillance des banques soit "confiée à une autorité européenne et le financement de leur redressement - ou de leur fermeture - à un fonds paneuropéen". L'architecture "inspirée du système européen des banques centrales, est une révolution, un abandon de souveraineté majeur, comparable à celui entraîné par la création de l'euro". Mais ne jouissant pas de la même notoriété sur la scène européenne qu'en France, le banquier ne voit pas sa suggestion relayée. Ce n'est que partie remise. En 2008, la place de Paris, dont Michel Pébereau est le membre le plus influent, envoie un de ses proches à Bruxelles, l'ancien directeur général du FMI **Jacques de Larosière**, pour la représenter. Au mois d'octobre de cette même année, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, en grande difficulté pour coordonner les opérations de sauvetage des banques, nomme Jacques de Larosière président d'un groupe de huit experts dont la mission est de réformer la supervision financière en Europe."Le rapport est bouclé en cinq mois. Un an après, trois autorités de surveillance continentale voient le jour, prémisses de l'union bancaire qui se mettra sur pied à partir de 2012". »

- **Jean-Claude Trichet** : « Nous sommes encore dans une situation dangereuse », interview dans *Le Monde* du samedi 14 septembre. Extrait : « Le système financier était incroyablement fragile en 2007 et 2008. Il serait impensable que nous puissions nous retrouver dans une telle situation. Le G20 – qui, je le note, a pris les responsabilités qu'avait le G7 auparavant – a coordonné un renforcement majeur des règles prudentielles et de la supervision financière, préparé par le Comité de Bâle et le Conseil de stabilité financière. Je crois que le travail a été bien engagé pour les établissements bancaires même si l'application est difficile. Mais il reste encore énormément à faire, notamment pour traiter les risques que comportent les "non-banques" et les infrastructures de marchés. Par ailleurs, la réduction des risques systémiques grâce aux mesures dites macroprudentielles ne fait que commencer des deux côtés de l'Atlantique. La preuve que nous sommes encore dans une situation financière et économique dangereuse nous est apportée par l'ampleur, inimaginable avant la crise, des mesures prises par les banques centrales des grands pays avancés. Je crois ces mesures justifiées, mais il faut rester vigilant. Il est essentiel que les autorités publiques et les responsables privés utilisent le répit donné par les banques centrales pour mettre leurs affaires en ordre (budget, réformes structurelles, règles prudentielles, contrôle des risques). Sinon, la période présente n'aura servi qu'à préparer la prochaine crise. »

- **Chantal Delsol** : « Délit d'opinion anti-IVG », dans *Valeurs Actuelles*, n°4010 du 3 au 9 octobre. Extrait : « Un comportement, un acte, permis ou même encouragés par les lois positives, ne doivent pas être forcément considérés comme moralement bons ou le seul prétexte qu'ils sont légalement valides. La conscience morale, qui permet à chacun de se poser personnellement la question du bien et du mal, n'est pas réservée aux ministres de la République. Chacun en a une, et peut en user pour son propre compte. On a même envie de dire que tous doivent en user. C'est notre honneur humain que de pouvoir peser le bien et le mal hors des critères de nos gouvernements. »

- **Jean-Robert Pitte** : « Les Chinois partagent avec nous cet amour exacerbé de la bonne chère, même si comme chez nous la vie moderne éloigne un peu trop les actifs de leur cuisine. Il suffit pour s'en convaincre de se plonger dans le délicieux roman de Lu Wenfu *Vie et passion d'un gastronome chinois*. Il montre les souffrances d'un gourmet privé de ses joies quotidiennes par la révolution culturelle et qui les retrouve à l'issue de celle-ci avec ravissement. Ce raffinement chinois de la table a les mêmes origines qu'en France. Il est né dans un contexte culturel de recherche du plaisir des sens comme signe d'amour de la vie et d'optimisme fondamental et ce même dans les milieux les plus humbles et dans les périodes les plus difficiles. Si le bouddhisme recommande volontiers l'austérité qui favorise la méditation – le thé qui maintient éveillé lui doit d'ailleurs beaucoup –, la religion animiste qu'est le taoïsme prône la joie de vivre en société, en pleine harmonie avec son environnement. Cuisiner c'est manifester son humanité, c'est autant vivre pour manger que manger pour vivre. La gastronomie chinoise doit aussi son essor à l'existence d'une élite cultivée et, au sommet de la pyramide sociale, d'une cour impériale qui ont fait de tous les arts des signes extérieurs de prestige, voire des moyens de gouvernement : la haute cuisine et les arts de la table, ceux de la porcelaine en particulier, sont ainsi devenus des expressions très nobles de la civilisation qui ont ensuite irrigué toute la société. » Extrait de la présentation du Salon de la gastronomie au FIG de Saint-Dié, du 3 au 6 octobre, dont la Chine était le "pays invité".

Groupe de travail

- Le groupe de travail que préside **Bernard d'Espagnat** sur « l'apport de la physique contemporaine à la théorie de la connaissance » se réunira le lundi 4 novembre à 16h30 dans la salle 4.